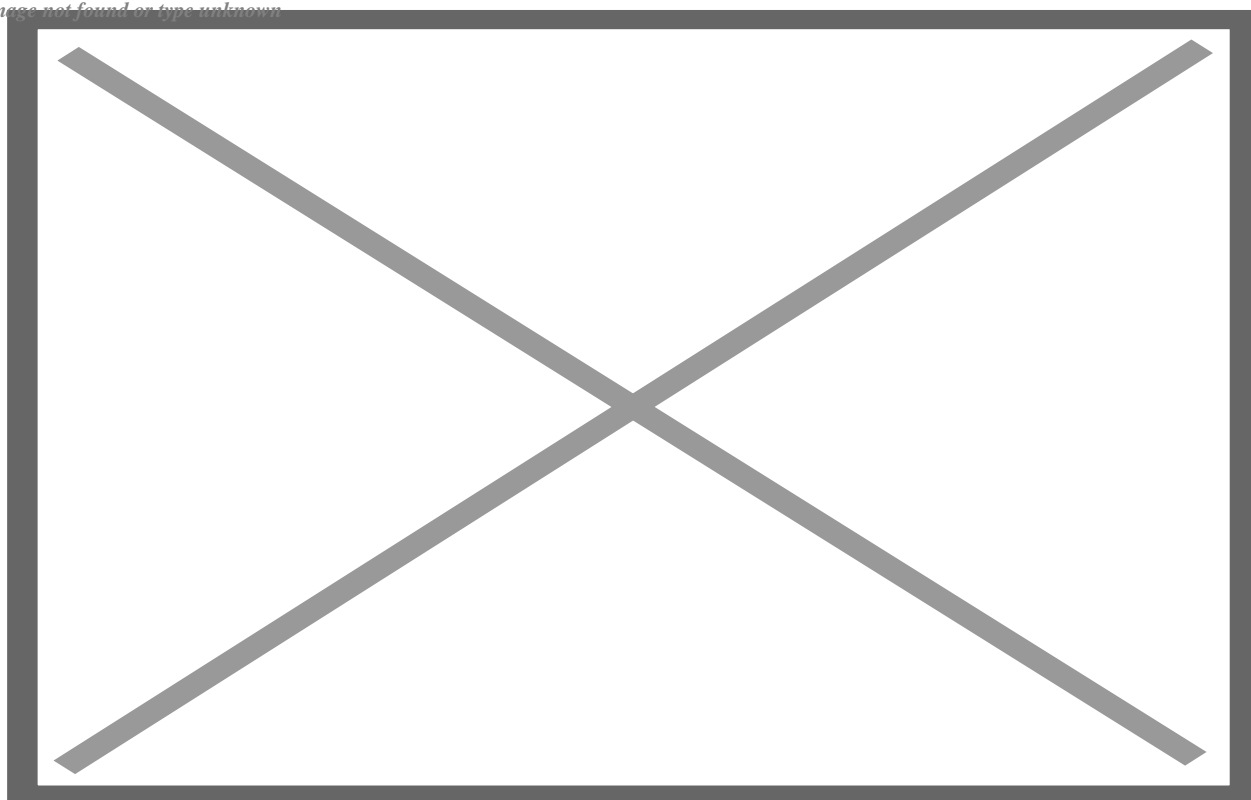


Le ministre des Affaires étrangères critique la position de Joe Biden contre les marques cubaines aux États-Unis

Image not found or type unknown



La Havane, 2 déc (RHC) Le ministre cubain des Affaires étrangères Bruno Rodriguez a critiqué aujourd'hui le président américain Joe Biden, qui a signé un projet de loi interdisant l'application ou la validation des marques commerciales confisquées par le gouvernement de l'île.

Le soi-disant Stolen Trademarks Act récemment signé par Biden modifie la loi en tant que mesure agressive contre Cuba », a écrit lundi le ministre des Affaires étrangères du pays antillais sur X. "Le projet de loi interdirait l'application ou la validation des marques commerciales confisquées par le gouvernement

cubain”.

Selon le diplomate, l'objectif de la loi est « précisément d'ouvrir la porte, en violation du droit international, au vol de marques cubaines légitimement enregistrées » sur le territoire américain.

La Maison Blanche a indiqué que M. Biden avait signé une proposition, approuvée par le Congrès américain, qui interdit à l'Office des brevets et des marques de reconnaître, d'appliquer ou de valider de quelque manière que ce soit toute revendication de droits sur ces marques.

Il existe 6 448 marques américaines enregistrées à Cuba et 1 177 en cours d'enregistrement, selon la directrice générale adjointe de la direction générale des États-Unis du ministère des affaires étrangères, Johana Tablada de la Torre.

Tous sont protégés par l'autorité cubaine de la propriété industrielle, une attitude très différente de celle adoptée par le gouvernement américain lorsqu'il a signé la loi sur les marques volées, qui devrait s'appeler la loi Bacardi, a-t-elle déclaré sur le réseau social.

La diplomate fait allusion au différend entre Cuba et l'entreprise Bacardi concernant le droit à la distribution mondiale du rhum le plus emblématique de l'île, le Havana Club.

M. Biden a signé le document, alors que de nombreuses organisations et personnalités du monde entier le pressent, directement ou dans des forums internationaux, de modifier la politique de la Maison Blanche à l'égard de Cuba.

L'élimination du blocus économique, l'annulation des restrictions imposées par Donald Trump lors de son premier mandat et l'exclusion du pays de la liste des nations soutenant le terrorisme, établie unilatéralement par Washington, sont quelques-unes des demandes formulées à plusieurs reprises.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/371166-le-ministre-des-affaires-etrangeres-critique-la-position-de-joe-biden-contre-les-marques-cubaines-aux-etats-unis>



Radio Habana Cuba